

LE DEVOIR

L'intimidation du député Michael Chong par Pékin sera étudiée en comité



Sean Kilpatrick La Presse canadienne Le député conservateur de Wellington-Halton Hills, Michael Chong

Marie Vastel à Ottawa

Correspondante parlementaire

10 mai 2023
Canada

Les tentatives d'intimidation du député conservateur Michael Chong par Pékin ont marqué les élus fédéraux, tous partis confondus. Les députés ont voté à l'unanimité mercredi pour confier ces allégations au comité parlementaire examinant les questions d'ingérence étrangère au Canada.

Le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre des Communes se penche sur de multiples allégations d'ingérence étrangère (https://www.ledevoir.com/politique/canada/790702/analyse-l-ignorance-canadienne-de-l-ingerence-etrangere?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) depuis novembre dernier. Quinze réunions sur le sujet ont été tenues à ce jour : ont été entendus les témoignages de la cheffe de cabinet de Justin Trudeau (https://www.ledevoir.com/justin-trudeau?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), Katie Telford, et de sa conseillère à la sécurité nationale, Jody Thomas, mais aussi des dirigeants du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), du Conseil de sécurité des télécommunications et de la Gendarmerie royale du Canada, notamment. Les ministres des Affaires étrangères, Mélanie Joly, et de la Sécurité publique, Marco Mendicino, y ont également été convoqués.

Ottawa a annoncé lundi l'expulsion du diplomate chinois Zhao Wei (https://www.ledevoir.com/politique/canada/790666/pekin-expulse-la-consule-canadienne-en-represailles-au-renvoi-d-un-diplomate-chinois-par-ottawa?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), en poste à Toronto, qui est soupçonné par les services canadiens de renseignement d'avoir orchestré une campagne d'intimidation contre M. Chong et sa famille à Hong Kong. Un rapport du SCRS, cité par le *Globe and Mail*, aurait fait état en juillet 2021 de « gestes précis ciblant des députés canadiens » commis par le service de renseignement du régime chinois. Une source a confié au quotidien torontois que M. Chong aurait été visé personnellement.

Le député a donc réclamé que cette « campagne d'intimidation » menée contre lui et d'autres députés — qui n'ont pas encore été nommés publiquement — soit examinée par le comité parlementaire. Ce qu'ont appuyé 318 de ses collègues mercredi, sans aucune opposition.

Le premier ministre Justin Trudeau assure ne pas avoir été mis au courant des soupçons du SCRS il y a deux ans. Le rapport en question aurait été transmis au Bureau du Conseil privé, mais aussi à son conseiller pour la sécurité nationale de l'époque (un poste alors occupé par deux personnes, en intérim).

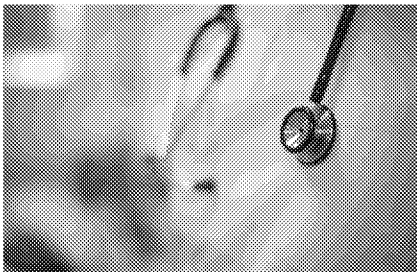
Suggérés pour vous



**Les
demandeurs
d'asile sont
trop
nombreux au
Québec,
maintient la
ministre
Fréchette**

(<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/806715/politique-quebecoise-ministre-frechette-maintient-demandeurs-asile-sont-trop-nombreux>)

Sur les 289 000 demandeurs d'asile présents au Canada, 160 000 se trouvent dans la province, dit-elle.



**Une coop de santé
de l'Estrie coupable
d'avoir exigé une
cotisation pour voir
un médecin**

(<https://www.ledevoir.com/societe/sante/806732/sante-coop-sante-estrie-reconnue-coupable-avoir-restreint-acces-soins>)

L'affaire met en lumière les défis auxquels les organisations de ce type font face pour survivre.



**Les taux ne
renoueront pas avec
leur niveau
pré-pandémique de
sitôt, prévient Tiff
Macklem**

(<https://www.ledevoir.com/economie/806714/banque-canada-ne-peut-resoudre-crise-logement-dit-tiff-macklem>)

Si les Canadiens ont hâte de voir les taux d'intérêt baisser, ils devront encore faire preuve de patience.